

Évaluation de la
conjoncture économique
de l'industrie des
services d'ingénierie
et de conception au
Canada (2024-2025)



Évaluation de la conjoncture économique de l'industrie des services d'ingénierie et de conception au Canada (2024-2025)

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1	Recettes, emploi et salaires au sein de l'industrie	9
Étude prévisionnelle sur l'industrie des services de conception et d'ingénierie	2	L'industrie des services de conception et d'ingénierie en 2025 et après	11
Rendement de l'industrie en 2024	4	Annexe	20
Services de conception et d'ingénierie : Portrait de l'industrie	5	Définition de l'industrie des services de conception et d'ingénierie	20
L'empreinte économique de l'industrie des services d'ingénierie et de conception au Canada fait un nouveau bond en avant en 2024	6	Méthodologie d'étude prévisionnelle sur l'industrie des services de conception et d'ingénierie au Canada (2025 à 2029)	22
Contribution à l'économie par industrie	8	Sources de données	22
		À propos de l'ACEC Research Institute	22
		À propos de Rockport analytics	22

Introduction

Voici la seconde étude prévisionnelle sur l'industrie des services de conception et d'ingénierie au Canada. Cette étude fait suite au premier rapport, publié en 2024. Elle vise à décrire, mesurer et analyser l'importance, pour l'économie canadienne, de l'industrie des services de conception et d'ingénierie. Elle montre également à quel point les ingénieurs, les architectes et d'autres experts en conception qui participe à la création du milieu bâti au pays forment des partenariats inextricables. Le terme « milieu bâti » désigne globalement les éléments construits ou aménagés par l'être humain, dans lesquels s'exerce l'activité humaine. Cela comprend les édifices aussi bien que les quartiers et les villes avec leurs espaces verts et leur infrastructure, notamment les services d'aqueduc ou les réseaux de transport d'énergie.

Cette étude s'appuie sur des données concernant l'année 2024, quoique certaines portent sur 2023, faute de données en 2024. Sauf indication contraire, les montants qui apparaissent dans le rapport sont en dollars canadiens (\$ CA). L'étude a été réalisée par ACEC Research Institute et Rockport Analytics, un cabinet spécialisé en études de marché et recherche économique. Elle se fonde sur des données publiques et privées, ainsi que sur des analyses commerciales.

L'étude visait trois grands objectifs :

- Présenter un bilan général de l'industrie des services de conception et d'ingénierie – sa taille, sa croissance et sa composition – au moyen des données les plus récentes et complètes disponibles.
- Mesurer l'apport des services de conception et d'ingénierie à l'économie canadienne au moyen des paramètres couramment utilisés dans la plupart des analyses d'impact économique d'une industrie.
- Analyser les conditions du marché des services de conception et d'ingénierie au Canada à l'heure actuelle, ainsi que les principaux défis et occasions qui y sont associés. Ceci comprend la modélisation des principaux facteurs (macroéconomiques et autres) qui influencent ce marché, afin d'éclairer les membres de l'Association des firmes de génie-conseil du Canada (AFG-Canada) sur les perspectives de rendement de l'industrie des services de conception et d'ingénierie. Les analyses et les modèles élaborés pourront servir à prévoir les recettes, de même qu'à évaluer différents scénarios selon les développements possibles aux plans politique, géopolitique et autres.

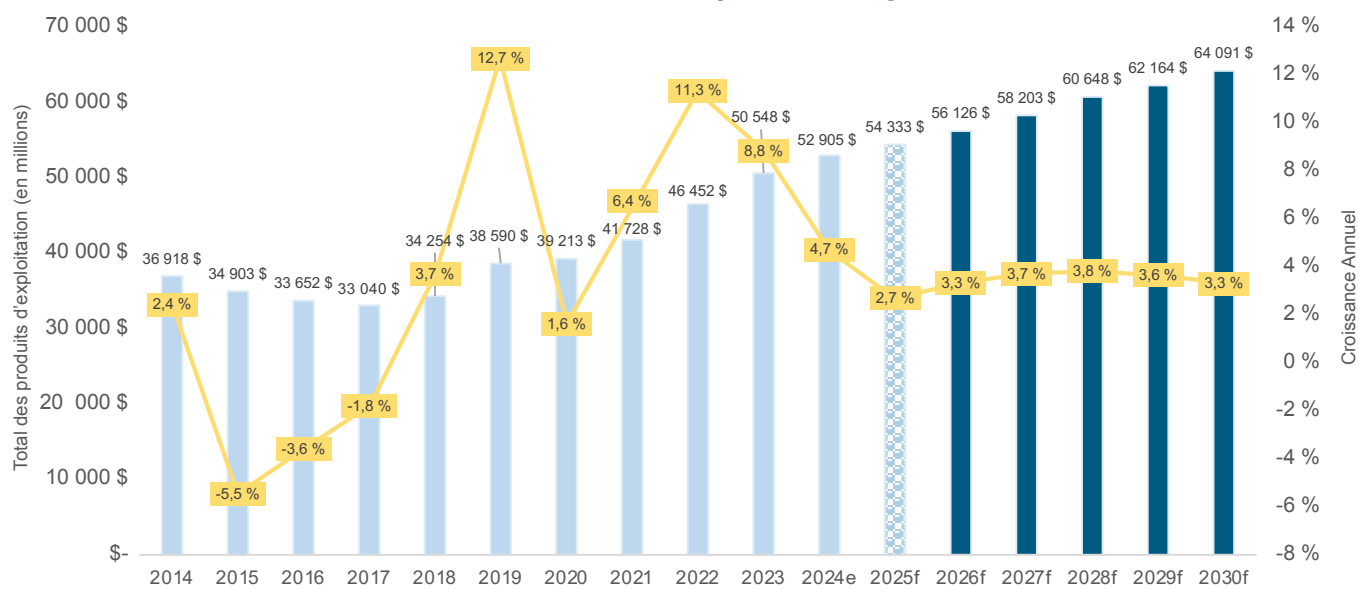
Nous espérons que ce rapport sera utile aux membres de l'AFG-Canada et à leurs parties prenantes. Les membres pourront l'utiliser pour mieux comprendre l'industrie; l'information présentée pourra aussi les aider dans leurs activités de planification et d'éducation. L'AFG-Canada s'en servira pour appuyer ses efforts de communication et d'information, ainsi que dans son travail de défense des intérêts de l'industrie.

Étude prévisionnelle sur l'industrie des services de conception et d'ingénierie

À l'heure des tensions commerciales, vents contraires pour l'industrie canadienne des services de conception et d'ingénierie

Les tensions commerciales persistantes ont pesé lourdement sur les industries canadiennes et provoqué une contraction économique au cours des deux premiers trimestres de 2025, ce qui nous a amenés à revoir à la baisse les perspectives de croissance dans ce secteur. Alors que nos prévisions initiales tablaient sur une croissance de 3 % en 2025, nous les avons revues à la baisse – à 2,7 %, même si nous prévoyons un léger rebond de la croissance dans les prochaines années. Après un ralentissement soutenu depuis 2023, la croissance devrait se stabiliser à un taux de croissance annuel moyen de 3,4 % entre 2025 et 2030, ce qui est supérieur à la croissance annuelle moyenne de 2,6 % enregistrée pendant les années plus volatiles qui ont précédé la pandémie. Les perspectives continuent d'évoluer au fur et à mesure que les négociations commerciales progressent, mais les récentes mesures prises par le gouvernement canadien, notamment la suppression de nombreuses contre-mesures tarifaires sur les produits américains à compter du 1er septembre, ont un peu stabilisé la situation.

Prévision annuelle des produits d'exploitation pour l'industrie canadienne des services de conception et d'ingénierie



Prévisions 2025	2024e	2025p	2026p	2027p	2028p	2029p	2030p
Croissance nominale de la production	4,7 %	2,7 %	3,3 %	3,7 %	3,8 %	3,6 %	3,3 %
Croissance réelle de la production	2,2 %	1,1 %	-0,8 %	3,1 %	2,1 %	1,5 %	1,2 %

Sources : Statistique Canada, Moody's Analytics, et Rockport Analytics

Principaux facteurs prévisionnels

L'industrie canadienne des services de conception et d'ingénierie a montré sa résilience dans le passé, lors de période de ralentissement économique, mais le contexte tarifaire actuel est une source de turbulences et d'incertitudes importantes. Plusieurs facteurs clés qui influenceront le rendement de l'industrie au cours des prochaines années.

- Les tensions commerciales et l'incertitude tarifaire ont pesé sur l'économie canadienne et provoqué un ralentissement de la croissance. Le gouvernement a donc pris des mesures pour soutenir les industries touchées et réduire les contre-mesures tarifaires. Ces changements stratégiques devraient atténuer certaines des pressions qui s'exerçaient sur la chaîne d'approvisionnement, mais les secteurs de la construction et de la fabrication sont toujours confrontés à des coûts élevés. À court terme, le rendement de l'industrie sera donc probablement inférieur aux prévisions antérieures.
- En outre, l'incertitude entourant le financement des infrastructures publiques et l'évolution des taux d'intérêt assombrit les perspectives de l'industrie, ce qui pourrait avoir des conséquences sur la mise en place de projets dans les secteurs public et privé pendant toute la période de prévision. Les investissements dans les infrastructures publiques ont considérablement stimulé l'activité économique. Cependant, les mesures de relance que le gouvernement a prises ces dernières années ont augmenté la dette publique. Le gouvernement fédéral pourrait donc se trouver limité dans sa capacité à intervenir en cas de ralentissement économique. Par conséquent, la responsabilité de stimuler le développement des infrastructures devrait incomber davantage aux gouvernements provinciaux et au secteur privé.
- Par ailleurs, après des années de sous-construction et de pénurie de main-d'œuvre dans le secteur du bâtiment, la demande refoulée en matière de logement est importante, ce qui pourrait stimuler les mises en chantier au fur et à mesure que les taux d'intérêt baissent.
- Si la politique monétaire s'assouplissait comme prévu, les conditions financières pourraient s'améliorer progressivement et les projets mis en veilleuse être lancés, même si le rythme et l'ampleur des baisses de taux restent incertains dans un contexte de tensions commerciales.

Les forces concurrentes qui façonnent les perspectives de l'industrie



La croissance des exportations face à l'incertitude commerciale

La Stratégie de diversification des exportations du Canada, qui visait à augmenter les exportations outre-mer de 50 % d'ici 2025 grâce à des accords commerciaux et à la promotion des investissements, a donné de très bons résultats, notamment en 2023, lorsque les exportations de services ont dépassé les importations pour la première fois.

Mais cette dynamique est aujourd'hui menacée, car les tensions commerciales croissantes et la menace de droits de douane de rétorsion de la part du plus grand partenaire commercial du Canada assombrent les perspectives de 2025. L'issue de ces négociations, qu'elles aboutissent à un accord ou qu'elles dégénèrent en un conflit commercial prolongé, aura une forte incidence sur la croissance des exportations canadiennes et sur la stabilité économique du pays dans son ensemble.



La croissance démographique dépasse les gains de productivité

La croissance démographique record du Canada a poursuivi sa forte progression tout au long de l'exercice 2023-2024, essentiellement grâce à des niveaux d'immigration records. Cette expansion démographique a généré une demande soutenue de projets de construction partout au pays, ce qui a été une source de revenus constante pour l'industrie des services de conception et d'ingénierie. Cependant, la productivité n'a pas suivi le rythme de la croissance démographique, la croissance du PIB par habitant ayant stagné ces dernières années.



Les investissements publics compensent les faiblesses sectorielles

Malgré les résultats globalement médiocres du secteur de la construction en 2023, les investissements publics dans les infrastructures au Canada – qui ont porté sur plus de 400 grands projets – ont stimulé la croissance dans le secteur de la construction non résidentielle et soutenu la demande de services d'ingénierie et de conception. Cette dynamique s'est poursuivie en 2024, avec plus de 500 projets, ce qui a favorisé la croissance de l'emploi et l'augmentation des carnets de commandes dans les domaines du génie civil et des transports.

Toutefois, le secteur résidentiel a stagné tout au long de l'année 2025, et le secteur commercial, en déclin depuis longtemps, a continué à peser sur le rendement de l'industrie.



Des objectifs écologiques face à la hausse des coûts

Trois choses ont donné une forte impulsion à la décarbonisation du milieu bâti d'ici 2050 : le budget 2023, qui engageait le gouvernement canadien à investir 20 milliards de dollars dans l'énergie propre et la rénovation de bâtiments et, parallèlement, le lancement de la Stratégie canadienne pour les bâtiments verts et de la Stratégie gouvernementale de développement durable.

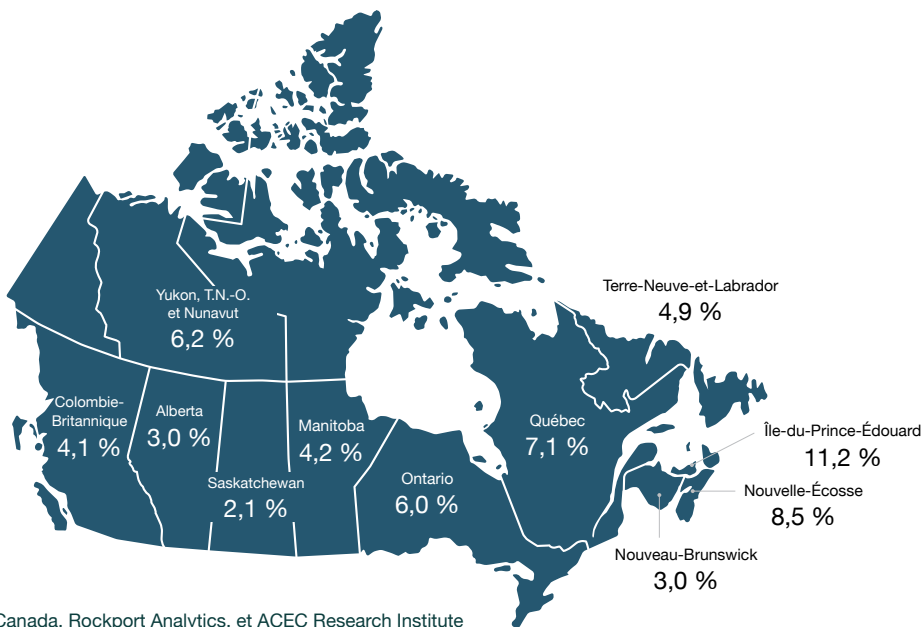
Cependant, en raison des nouveaux droits de douane, le coût des matériaux a grimpé, en particulier le prix des principaux intrants de construction. Si l'on ajoute à cela l'incertitude économique générale, cette dynamique pourrait être compromise. À mesure que les dépenses liées aux projets augmentent et que les pressions fiscales s'intensifient, les décideurs politiques pourraient devoir réviser leur stratégie et se concentrer sur des priorités économiques plus immédiates, ce qui ralentirait le déploiement des grands projets de rénovation en 2025.

Rendement de l'industrie en 2024

Revenus de l'industrie des services de conception et d'ingénierie par province

En 2024, l'Ontario, l'Alberta, le Québec et la Colombie-Britannique ont généré 92 % du total des revenus de l'industrie. La croissance a ralenti en Ontario, en Alberta et en Colombie-Britannique, tandis qu'elle s'est accélérée au Québec, où elle est passée de 4,5 % à 7,1 %. Cela a inversé la tendance récente d'une croissance plus forte des revenus dans l'Ouest, car les projets à plus forte valeur ajoutée sont désormais plus concentrés dans le centre du Canada. L'Île-du-Prince-Édouard (en hausse de 11,2 %) et la Nouvelle-Écosse (en hausse de 8,5 %) ont enregistré les gains les plus importants d'une année à l'autre. Les territoires et le Nunavut ont également dépassé le taux de croissance moyen national. Si on calcule les revenus de l'industrie par habitant, l'Alberta arrive en tête avec 2 194 dollars, suivie de la Colombie-Britannique avec 1 635 dollars.

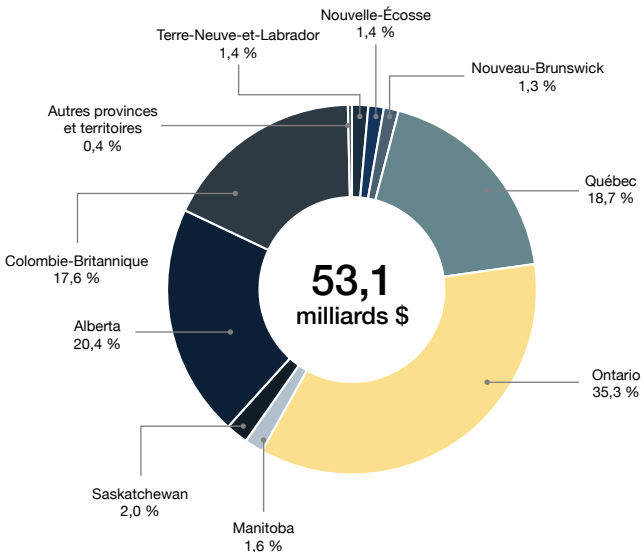
Croissance des revenus d'exploitation des services de conception et d'ingénierie en 2024, par province



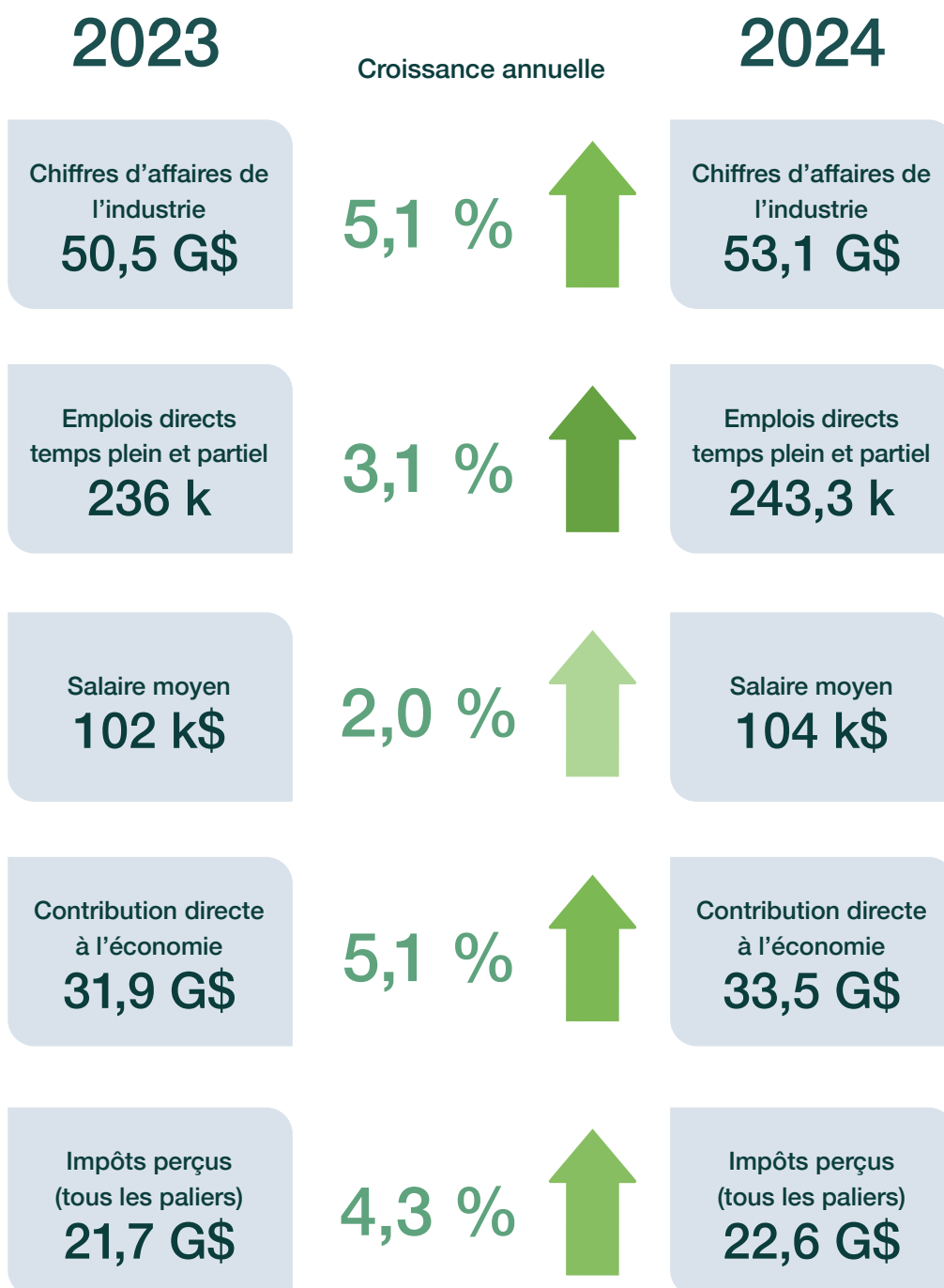
Sources : Statistique Canada, Rockport Analytics, et ACEC Research Institute

Croissance des revenus d'exploitation des services de conception et d'ingénierie en 2024, par province

Province / Territoire	Produit d'exploitation (en milliards)
Ontario	18 763 \$
Alberta	10 819 \$
Québec	9 945 \$
Colombie-Britannique	9 351 \$
Saskatchewan	1 041 \$
Manitoba	868 \$
Terre-Neuve-et-Labrador	757 \$
Nouvelle-Écosse	719 \$
Nouveau-Brunswick	687 \$
Yukon	63 \$
Île-du-Prince-Édouard	58 \$
Territoires du Nord-Ouest	55 \$
Nunavut	10 \$
Total au Canada	53 136 \$

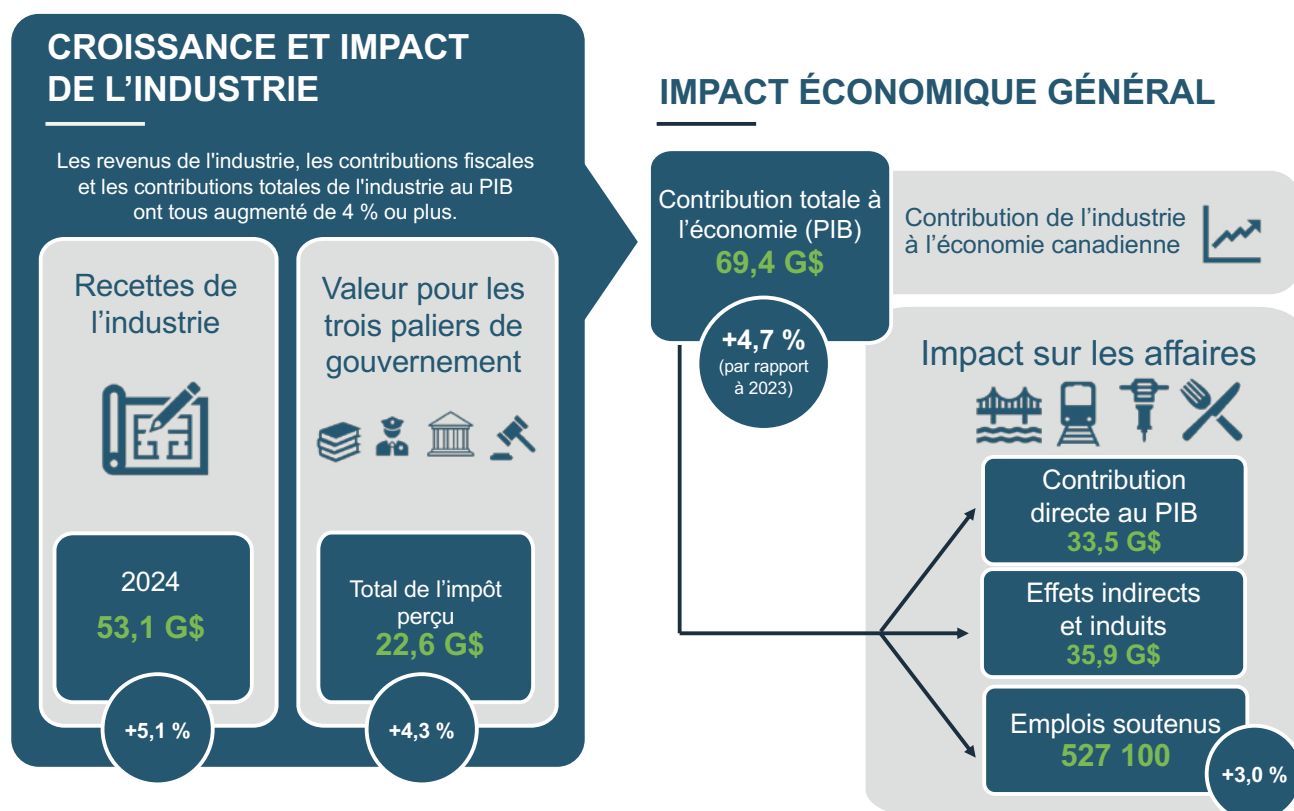


Services de conception et d'ingénierie : Portrait de l'industrie



L'empreinte économique de l'industrie des services d'ingénierie et de conception au Canada fait un nouveau bond en avant en 2024

On mesure généralement les retombées économiques d'un secteur par sa production, ses liens avec d'autres secteurs, l'emploi et les contributions fiscales, des indicateurs standard favorisant des comparaisons entre les secteurs. Bien que l'industrie des services de conception et d'ingénierie est essentielle à l'industrie canadienne de la construction, les données ci-dessous ne reflètent que l'empreinte économique directe de cette industrie, et non la valeur plus large du milieu bâti qu'il contribue à créer.



Sources : Statistique Canada, Rockport Analytics, IMPLAN, l'OCDE et ACEC Research Institute

Le total des revenus des services de conception et d'ingénierie s'est élevé à 53,1 milliards de dollars en 2024, ce qui représente une hausse de 5,1 % par rapport à 2023. Ce chiffre inclut les ventes au marché public et privé de la construction, aux entreprises de services, aux entreprises du domaine de l'énergie, des mines et de la fabrication, à l'exportation et à d'autres marchés finaux.

La contribution totale de l'industrie au PIB canadien s'est élevée à 69,4 milliards de dollars, soit une hausse de 4,7 % par rapport à 2023. Cette contribution économique comprend 33,5 milliards de dollars en valeur ajoutée directe provenant des services de base de l'industrie (SCIAN 5413), ainsi que 35,9 milliards de dollars d'effets indirects (chaîne d'approvisionnement) et induits (salaires réinvestis).

Les recettes fiscales provenant de l'industrie – pour l'ensemble des paliers de gouvernement – s'élèvent à 22,6 milliards de dollars, ce qui comprend l'impôt sur le revenu des particuliers (9,4 milliards), l'impôt sur les bénéfices des sociétés (3,7 milliards), des cotisations d'assurance sociale (4,5 milliards) et d'autres impôts (5,1 milliards).

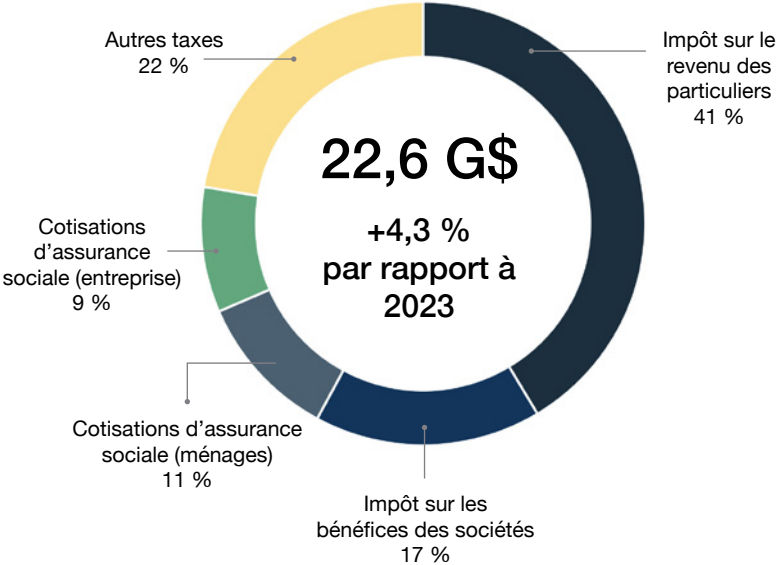
L'industrie de la conception et de l'ingénierie employait directement plus de 243 000 personnes. Si l'on tient compte des retombées économiques plus larges de ses activités, en 2024, l'industrie a soutenu plus de 527 000 emplois à temps plein et à temps partiel et a contribué à hauteur de 43,8 milliards de dollars à la masse salariale en 2024.

Industrie des services de conception et d'ingénierie, résultats nets en 2024					
Impact sur l'économie canadienne	Direct	Indirect (chaîne logistique)	Induit (retombées)	Total	Par rapport à 2023
<i>en milliards de dollars canadiens, sauf indication contraire</i>					
Recettes totales de l'industrie				53,1 milliards	5,1 %
Contribution totale à l'économie					
Contribution directe au PIB	33,5 \$	13,3 \$	22,6 \$	69,4 \$	4,7 %
Emplois soutenus (temps plein et partiel)	243 300	116 600	167 200	527 100	3,0 %
Masse salariale	25,3 \$	8,5 \$	10,0 \$	43,8 \$	4,8 %
Total des taxes perçues	9,5 \$	4,2 \$	8,9 \$	22,6 \$	4,3 %
Sources : Bureau of Economic Analysis, Bureau of Labor Statistics, IMPLAN, ACEC Research Institute et Rockport Analytics					

Recettes fiscales provenant de l'industrie, par source (2024)

Source	Recettes fiscales de 2024 (en millions)
Impôt sur le revenu des particuliers	9 360,9 \$
Impôt sur les bénéfices des sociétés	3 731,0 \$
Cotisations d'assurance sociale (ménages)	2 401,0 \$
Cotisations d'assurance sociale (entreprise)	2 065,3 \$
Autres taxes	5 052,8 \$
Total	22 611,0 \$

Sources : Rockport Analytics, IMPLAN, Bureau of Economic Analysis, et Bureau of Labor Statistics



Contribution à l'économie par industrie

Pour mesurer les retombées économiques de l'industrie des services de conception et d'ingénierie, il faut examiner ses relations interdépendantes avec les secteurs en amont et en aval.

Plus d'un demi-million d'emplois canadiens soutenus par les services de conception et d'ingénierie

En 2024, l'industrie soutenait plus de 527 000 emplois, à temps plein et à temps partiel, partout au Canada. Parmi ceux-ci, plus de 243 000 emplois relevaient directement de l'industrie, ce qui représente plus de 46 % des retombées économiques totales. Le solde de 54 % était constitué de plus de 116 500 emplois dans la chaîne d'approvisionnement de l'industrie et de plus de 167 200 emplois soutenus par les salaires réinvestis des travailleurs de l'industrie et des employés de la chaîne d'approvisionnement.

Contribution des services de conception et d'ingénierie à l'emploi au Canada, par industrie					
Code SCIAN	Industrie (SCIAN)	Directe	Indirecte	Induite	Total
54	Services professionnels, scientifiques et techniques	243 255	33 588	7 190	284 034
44	Commerce de détail	0	5 539	37 843	43 382
72	Services d'hébergement et de restauration	0	9 394	22 007	31 401
56	Services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement	0	14 288	8 804	23 093
81	Autres services (sauf les administrations publiques)	0	7 597	12 715	20 312
52	Finance et assurances	0	6 476	13 712	20 188
48	Transport et entreposage	0	5 695	8 641	14 336
31	Fabrication	0	5 686	8 286	13 973
62	Soins de santé et aide sociale	0	1 603	11 984	13 587
42	Commerce de gros	0	4 351	6 587	10 938
51	Information	0	5 538	4 063	9 601
53	Services immobiliers et services de location et de location à bail	0	4 817	3 379	8 196
71	Arts, spectacles et loisirs	0	2 341	5 178	7 519
61	Services d'enseignement	0	2 198	4 653	6 851
92	Administration publique	0	3 187	2 785	5 972
23	Construction	0	2 222	3 487	5 709
11	Agriculture, foresterie, pêche et chasse	0	429	3 714	4 143
22	Services publics	0	538	1 291	1 830
55	Gestion de sociétés et d'entreprises	0	766	508	1 274
21	Extraction minière, exploitation en carrière et extraction de pétrole et de gaz	0	315	409	724
	Total	243 255	116 569	167 236	527 060
Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Consulter le site Web du gouvernement pour obtenir une définition de chaque industrie (www.census.gov)					

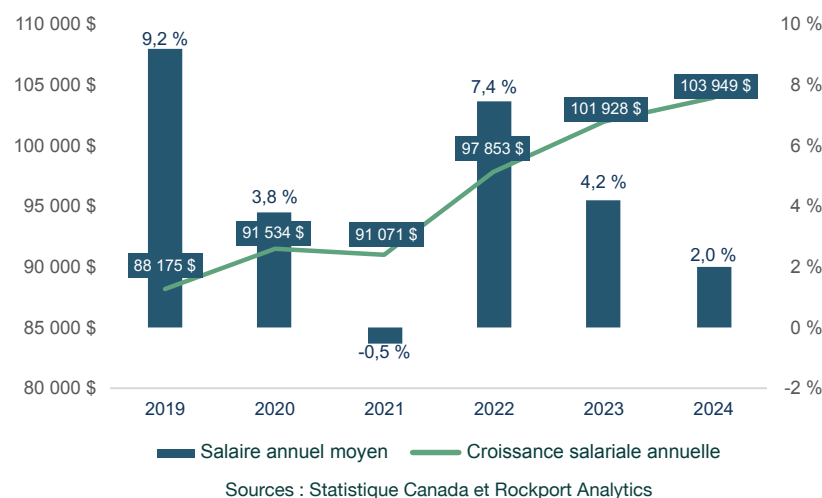
Recettes, emploi et salaires au sein de l'industrie

La croissance de l'industrie de la conception et de l'ingénierie dépasse celle de l'économie, mais l'élan s'essouffle

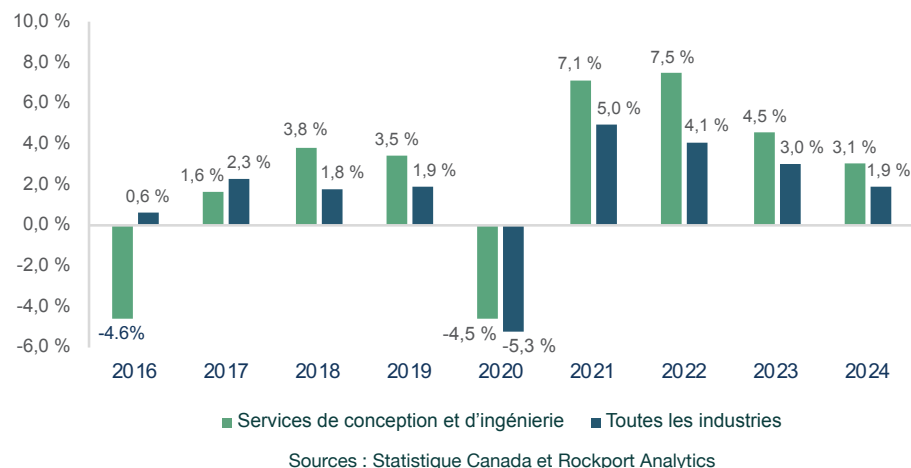
En 2024, l'industrie canadienne des services de conception et d'ingénierie a montré des signes de ralentissement, même si elle a continué à surpasser l'économie dans son ensemble du point de vue de la croissance des revenus et de l'emploi. L'industrie a conservé son avantage concurrentiel, car elle offre des salaires supérieurs à la moyenne et une expansion soutenue, mais les incertitudes commerciales et la stagnation de la productivité ont entraîné un net ralentissement.

Au sein de l'industrie, le salaire annuel moyen a atteint près de 104 000 \$ en 2024, ce qui représente une augmentation de 2,0 %, qui, bien que modeste, reste bien supérieure à la moyenne salariale nationale, établie à 67 100 \$. L'écart salarial moyen de près de 37 000 \$ reflète la vigueur soutenue du marché de cette industrie, et ce, malgré le ralentissement économique.

Industrie des services de conception et d'ingénierie : salaires moyens de l'ensemble des effectifs



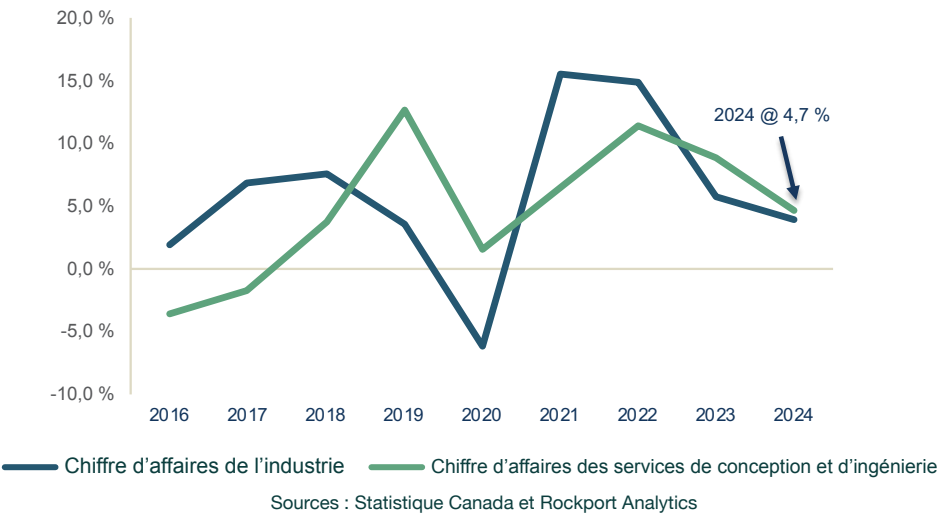
Industrie des services de conception et d'ingénierie par rapport au taux de croissance de l'emploi dans l'ensemble des industries



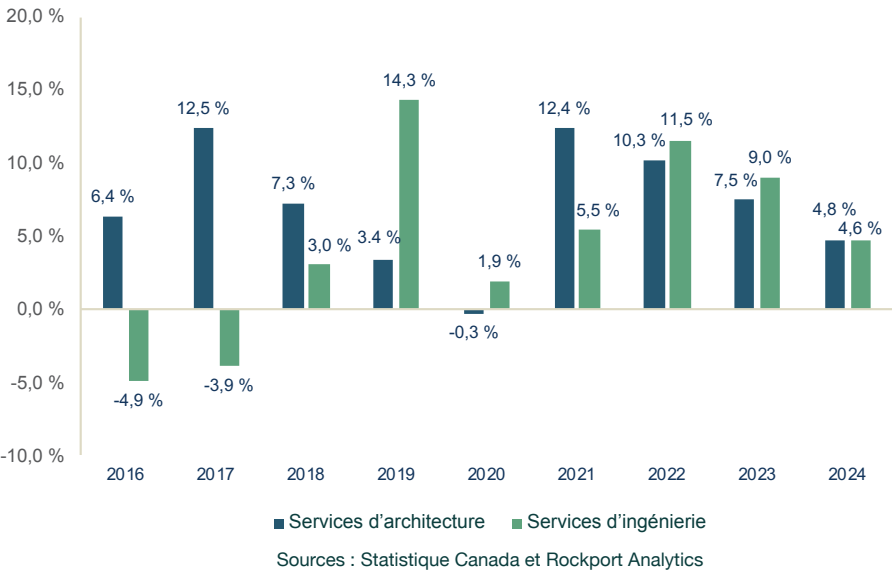
Dans l'industrie, l'emploi a continué d'afficher une forte croissance. Sa moyenne annuelle a atteint 5,6 % entre 2021 et 2024 et il dépassait régulièrement la moyenne de l'ensemble des secteurs. Cependant, 2023 a marqué un ralentissement notable de la dynamique, la croissance passant de 7,5 % en 2022 à 4,5 %. Ce ralentissement s'est poursuivi en 2024, l'emploi dans les services de conception et d'ingénierie n'augmentant que de 3,1 %, contre une hausse plus modeste de 1,9 % dans l'ensemble des secteurs.

Malgré un ralentissement économique général, en 2024, l'industrie des services de conception et d'ingénierie a légèrement dépassé l'ensemble des secteurs pour ce qui est de la croissance moyenne du chiffre d'affaires. Dans l'ensemble de l'industrie, les recettes ont enregistré un ralentissement, passant de 5,7 % en 2023 à 4,0 % en 2024, ce qui coïncide avec la fin de la forte croissance que l'on a connue après la pandémie. Les recettes ont également ralenti dans l'industrie des services de conception et d'ingénierie et sont passées de 8,8 % en 2023 à 4,7 % en 2024. Toutefois, elles sont tout de même légèrement supérieures à la moyenne de l'ensemble des secteurs.

Croissance annuelle du chiffre d'affaires de l'industrie de la conception et d'ingénierie par rapport au reste de l'industrie



Services d'ingénierie par rapport aux services d'architecture – Croissance annuelle du chiffre d'affaires



En 2024, les services d'ingénierie ont généré plus de 45 milliards de dollars de chiffre d'affaires, tandis que les services d'architecture ont rapporté plus de 7,5 milliards de dollars. La croissance de ces deux secteurs a ralenti pour s'établir à moins de 5 %, les services d'architecture affichant une légère hausse à 4,8 % contre 4,6 % pour les services d'ingénierie.

L'industrie des services de conception et d'ingénierie en 2025 et après

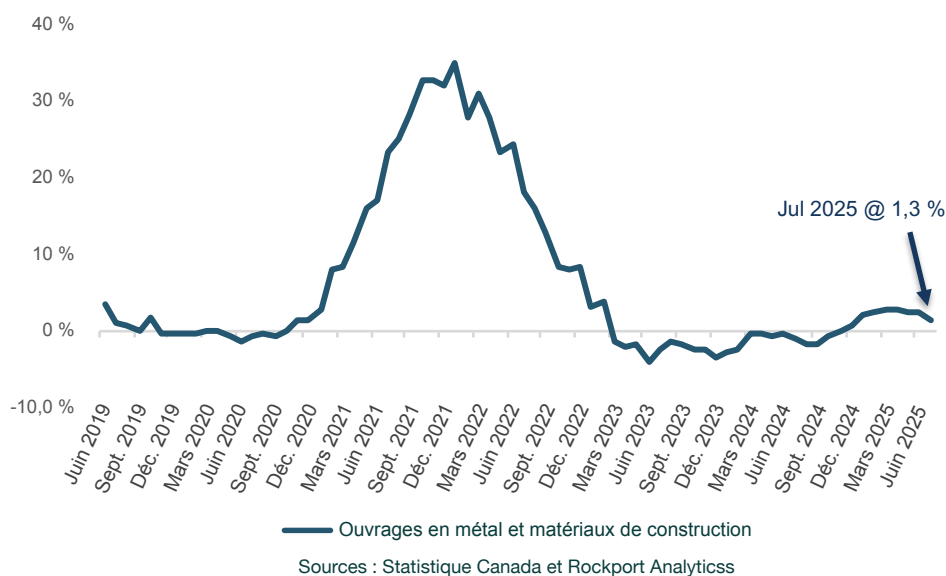
L'incertitude commerciale finit par peser sur l'économie canadienne

L'incertitude entourant les droits de douane américains a pesé lourdement sur l'économie canadienne jusqu'au milieu de l'année 2025. Le PIB s'est contracté de 2,0 % au premier trimestre et de 1,6 % au deuxième trimestre. Il s'agit de baisses plus marquées que celles anticipées par la plupart des économistes. Pour y remédier, le gouvernement fédéral s'est engagé à prendre des mesures pour que le Canada dépende moins des échanges commerciaux avec les États-Unis. Il offre aussi une aide ciblée aux industries fragilisées par la conjoncture. Ainsi, les entreprises forestières peuvent bénéficier de garanties de prêts (700 millions de dollars), et d'un soutien financier (500 millions de dollars) pour trouver de nouveaux marchés d'exportation.

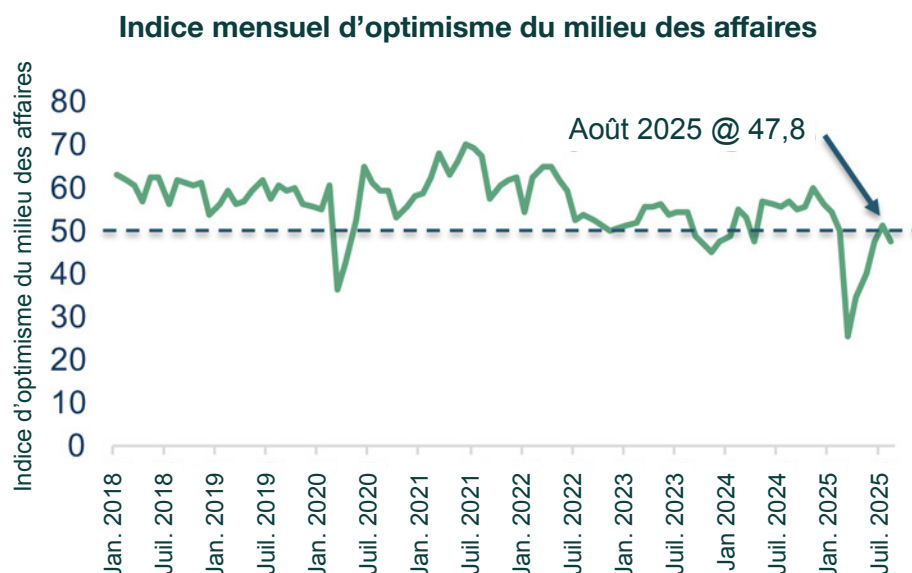
Les droits de douane, « Liberation Day », annoncés en avril par les États-Unis et prévoyant une taxe générale de 10 % sur toutes les importations, ont créé une volatilité persistante pour le Canada et ses partenaires commerciaux. Le gouvernement fédéral a d'abord riposté en imposant des droits de douane de 25 % sur les marchandises non conformes à l'Accord Canada–États-Unis–Mexique (ACEUM), mais les négociations ont progressé lentement. Une percée a été réalisée après la rencontre entre le premier ministre Carney et le président Trump à la fin de l'été, ce qui a conduit le Canada à lever la plupart des mesures de rétorsion, le 1er septembre. Les droits de douane de 25 % que le Canada continue d'imposer sur l'acier, l'aluminium et les automobiles en provenance des États-Unis sont nettement inférieurs aux droits de 50 % imposés par Washington sur les marchandises canadiennes. Cet assouplissement partiel devrait alléger quelque peu la pression qui s'exerce sur la chaîne d'approvisionnement, réduire les coûts des intrants et aider les entreprises à écouler des stocks dont les prix sont gonflés en raison des droits de douane. Le Canada a également levé les droits de douane sur le bois d'œuvre résineux, allégeant ainsi les dépenses de construction, même si les métaux restent des intrants coûteux pour les infrastructures et le logement.

Malgré ces mesures d'atténuation, les prix devraient encore subir une pression pendant un bon moment. Depuis l'annonce faite en avril, la tendance déflationniste observée depuis le début de 2023 s'est inversée. En effet, l'indice des prix des produits en métal et des matériaux de construction a augmenté de 2,1 % en moyenne. Les récents changements stratégiques pourraient progressivement stabiliser la situation mais, à court terme, le secteur de la construction devrait encore afficher des résultats inférieurs aux prévisions initiales à court terme.

Indice des prix des produits industriels corrigé des variations saisonnières
Changement annuel (en pourcentage)



L'effet des droits de douane sur le climat des affaires reste évident, la confiance des entreprises reste faible par rapport aux années précédentes. Le baromètre des affaires de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, un indicateur clé du degré de confiance, a chuté au début de 2025, atteignant un creux de 25,5. Cet indice, qui repose sur des données d'enquête, a perdu plus de 6 points depuis le début de 2025 et reste inférieur de 9 points à la moyenne post-pandémique, établie à 56,8. Il convient de noter que l'indice est tombé à 47,8 en août après avoir regagné un peu de terrain au cours des mois précédents. Cela signifie que moins de la moitié des entrepreneurs jugeait favorablement la conjoncture économique. La situation commerciale devrait se stabiliser grâce à la levée partielle des droits de douane et le milieu des affaires devrait être rassuré au cours des derniers mois de l'année 2025.

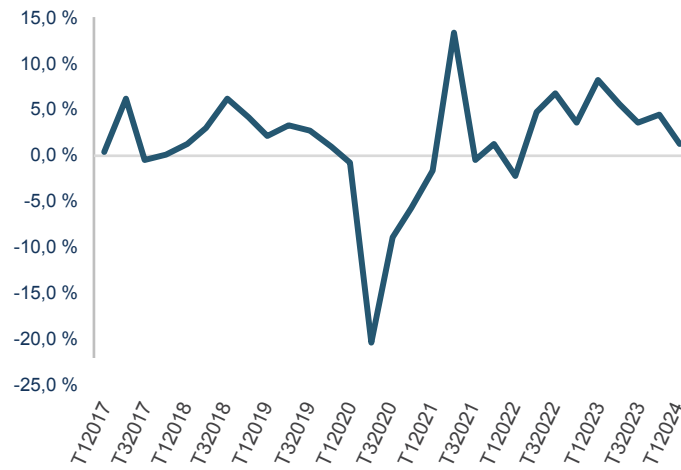


Industrie des services de conception et d'ingénierie : Les exportations se portent bien malgré les tensions commerciales qui se profilent à l'horizon

Malgré une progression impressionnante des exportations en 2023 et au début de 2024, les perspectives commerciales du Canada sont de plus en plus assombries par l'incertitude économique. Les exportations ont récemment fait un bond, mais le milieu des affaires se demande si la tendance va se maintenir étant donné que le principal partenaire commercial du Canada annonce un retour à une politique commerciale agressive et que l'on s'inquiète de plus en plus à l'idée d'une récession plus généralisée.

Néanmoins, l'année 2023 a marqué un tournant pour les exportations canadiennes. En effet, pour la première fois de l'histoire, les exportations de services ont dépassé les importations et généré un excédent de 2,6 milliards de dollars. Cette avancée s'explique par le succès de la Stratégie de diversification des exportations mise en place par le Canada en 2018, qui visait à augmenter de 50 % d'ici 2025 les exportations vers les marchés d'outre-mer, et ce, grâce à des investissements dans les infrastructures, le commerce des services et un soutien ciblé aux entreprises. La croissance des exportations a atteint 5,5 % en 2023 et a continué à augmenter au début de 2024, ce qui est contraire à la chute de la demande pourtant typique à cette saison. Mais avec la montée des pressions protectionnistes aux États-Unis, il pourrait devenir de plus en plus difficile de maintenir cette trajectoire.

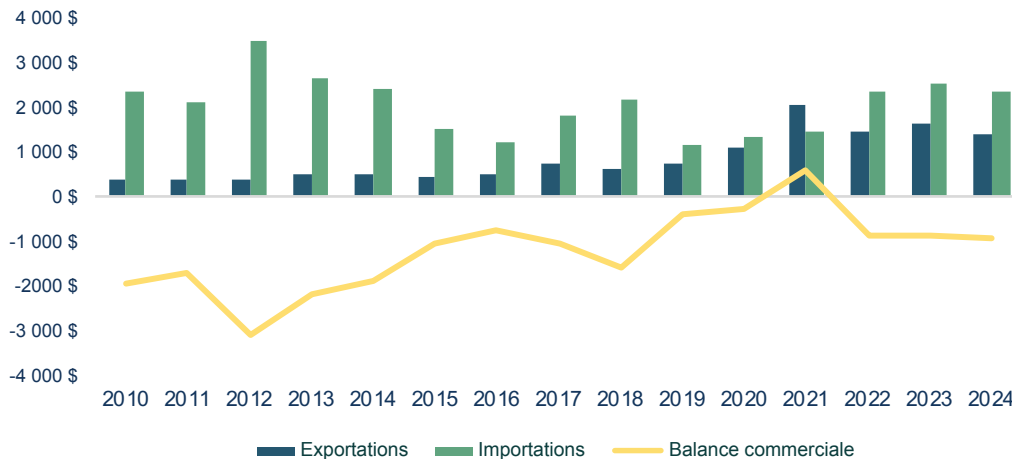
Exportations canadiennes de biens et services Croissance annuelle de la valeur



Sources : Statistique Canada, Moody's Analytics, et Rockport Analytics

Cette incertitude est particulièrement pertinente pour le secteur canadien des services de conception et d'ingénierie, qui a connu un rééquilibrage de sa dynamique commerciale transfrontalière. Après une chute, en 2022, les exportations de services de conception et d'ingénierie ont fortement rebondi en 2023 et enregistré une croissance de 11,2 %. Le niveau de référence des échanges commerciaux de cette industrie a donc grimpé par rapport à ce qu'il était avant la pandémie. Toutefois, les exportations ont de nouveau diminué en 2024, avec un ralentissement de 13,6 %. Les exportations représentent désormais près de 40 % de la valeur totale des échanges commerciaux, ce qui témoigne d'une plus grande pénétration sur marché américain. La balance commerciale a changé en 2025, de sorte que l'effet des droits de douane sur les entreprises qui s'adaptent à la « nouvelle normalité » en matière de commerce transfrontalier reste à déterminer.

Balance commerciale du Canada dans le secteur des services de conception et d'ingénierie avec les É.-U. (en millions de \$CAN)

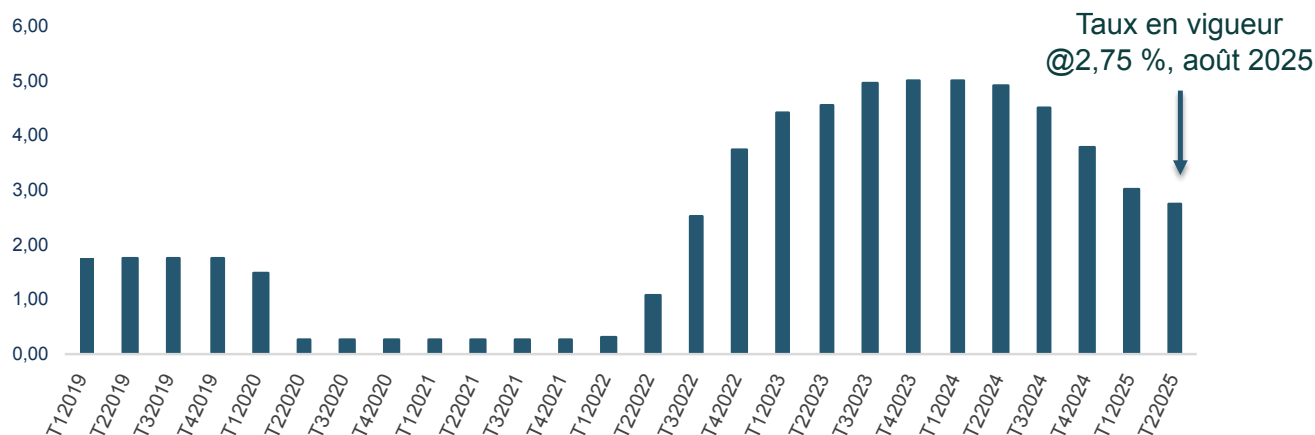


Sources : Bureau of Economic Analysis et International Services

Les taux d'intérêt devraient continuer à se normaliser, mais l'incertitude persiste

Le ralentissement de l'inflation et la baisse des taux d'intérêt ont apporté un soulagement bienvenu, mais la menace croissante d'une guerre commerciale jette une ombre sur l'année 2025. Les droits de douane sur les matériaux et les équipements exercent de nouvelles pressions sur les coûts, ce qui pourrait inverser les récents gains en matière de stabilité des prix, bloquer les projets en cours et perturber les stratégies d'approvisionnement alors même que la confiance du marché commence à revenir. Fin juillet, la Banque du Canada a maintenu son taux à 2,75 % en raison des craintes liées à la guerre commerciale et à la récession. Toutefois, en septembre, les taux pourraient être réduits afin d'atténuer la contraction économique observée au cours des deux premiers trimestres de 2025.

Taux directeur de la Banque du Canada



Sources : Banque du Canada et Rockport Analytics

Ralentissement de la croissance de la construction en raison du retard pris par les secteurs résidentiel et commercial

Avec la hausse de l'inflation et des taux d'intérêt, en 2023, le secteur canadien de la construction a connu un ralentissement et un rendement variable selon les secteurs. La politique monétaire accommodante qui avait aidé le secteur de la construction à sortir de la crise en 2021 et 2022 a été resserrée afin de lutter contre la hausse des taux d'inflation. Le taux des prêts à la construction a donc enregistré une hausse et une grande partie des investissements en capitaux propres qui étaient disponibles se sont taris, ce qui a considérablement ralenti l'activité dans le secteur de la construction. Ce ralentissement s'explique essentiellement par une baisse importante des mises en chantier résidentielles, tandis que la pénurie de main-d'œuvre persiste, même si les pressions qui s'exerçaient plus tôt sur la chaîne d'approvisionnement se sont atténuées. Malgré ces difficultés, le segment de la construction non résidentielle a fait preuve de résilience. Son rendement est resté solide grâce à l'activité robuste du secteur industriel.

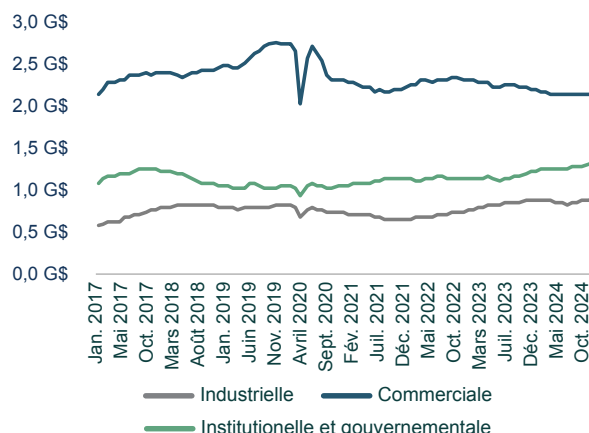
- En 2023, la hausse des taux d'intérêt et la pénurie persistante de main-d'œuvre dans le secteur de la construction ont considérablement freiné le développement de projets et entravé la croissance dans divers segments.
- Après une année difficile en 2023, la construction résidentielle a commencé à se redresser en 2024 et devrait connaître une croissance lente, soutenue par la demande refoulée, à moins de complications commerciales majeures ou d'une situation tarifaire prolongée.
- En 2023, la construction non résidentielle est apparue comme le principal moteur de la croissance de la valeur de la construction et les secteurs de la fabrication et des transports ont enregistré de fortes hausses, ce qui a compensé les faiblesses observées ailleurs sur le marché.
- La construction commerciale a connu à des défis persistants tout au long de l'année 2023. Elle a affiché un léger recul qui devrait se poursuivre jusqu'en 2025, à mesure que le secteur s'adapte à l'évolution des demandes du marché, à la hausse des coûts et à l'importance croissante accordée à l'approvisionnement national et au réajustement de la chaîne d'approvisionnement.
- Les grands projets d'infrastructure publique ont joué un rôle stabilisateur crucial pour l'industrie, car des investissements importants ont visé les réseaux de transport, les établissements de santé et l'énergie.

Valeur totale des constructions résidentielles réalisées au Canada



Source : Statistique Canada

Valeur totale des constructions non résidentielles réalisées au Canada



Source : Statistique Canada

Les mises en chantier totales ont diminué de 2 % en 2023. Cependant, l'assouplissement des taux d'intérêt et la modération des coûts de construction ont entraîné un rebond de 6 % en 2024. À l'avenir, la croissance devrait se stabiliser ou ralentir à court terme, avec une reprise prévue entre le milieu et la fin de 2026.



La production dans le secteur de la construction n'a augmenté que de 1,6 % en 2023, ce qui représente une forte baisse par rapport à la hausse de 10,6 % enregistrée en 2022. La croissance est restée modérée à 2,5 % en 2024, avec une pénurie de main-d'œuvre persistante malgré une immigration plus importante.

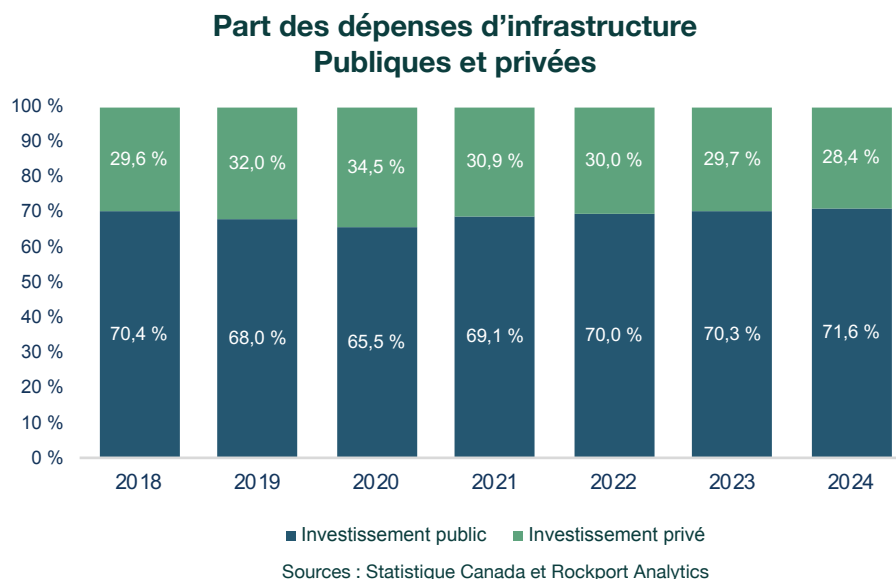


La construction non résidentielle a progressé de 8 % en 2023, grâce à la forte croissance enregistrée dans la construction d'autoroutes et de routes (18 %) et la construction d'infrastructures électriques (5 %). La croissance a ralenti en 2024 pour s'établir à 2 %, tous les sous-secteurs affichant une croissance inférieure à 8 %. La construction non résidentielle devrait connaître une croissance plus rapide que la construction résidentielle jusqu'en 2028.



La construction résidentielle a connu un ralentissement en 2023 sous la pression des taux d'intérêt élevés et de la pénurie persistante de main-d'œuvre. En 2024, des conditions de financement plus favorables ont permis au secteur de rebondir avec une croissance de 5 %. En raison de la pénurie de main-d'œuvre et de la possibilité d'un resserrement de la politique monétaire, la construction résidentielle devrait continuer à stagner au cours des prochaines années.

Tendances en matière d'investissement dans les infrastructures au Canada : Dynamique des secteurs public et privé



Depuis la pandémie, l'équilibre entre les investissements publics et privés en infrastructures a changé au Canada. Dans la foulée de la COVID-19, le gouvernement fédéral a considérablement augmenté sa part des dépenses en infrastructure, faisant passer la part du secteur public d'une moyenne de 69,2 % avant la pandémie à 70,6 % après 2020. Ce changement a été motivé par des mesures de relance successives dans le cadre de programmes tels que le Plan Investir dans le Canada, qui a catalysé une forte augmentation des investissements publics entre 2020 et 2022.

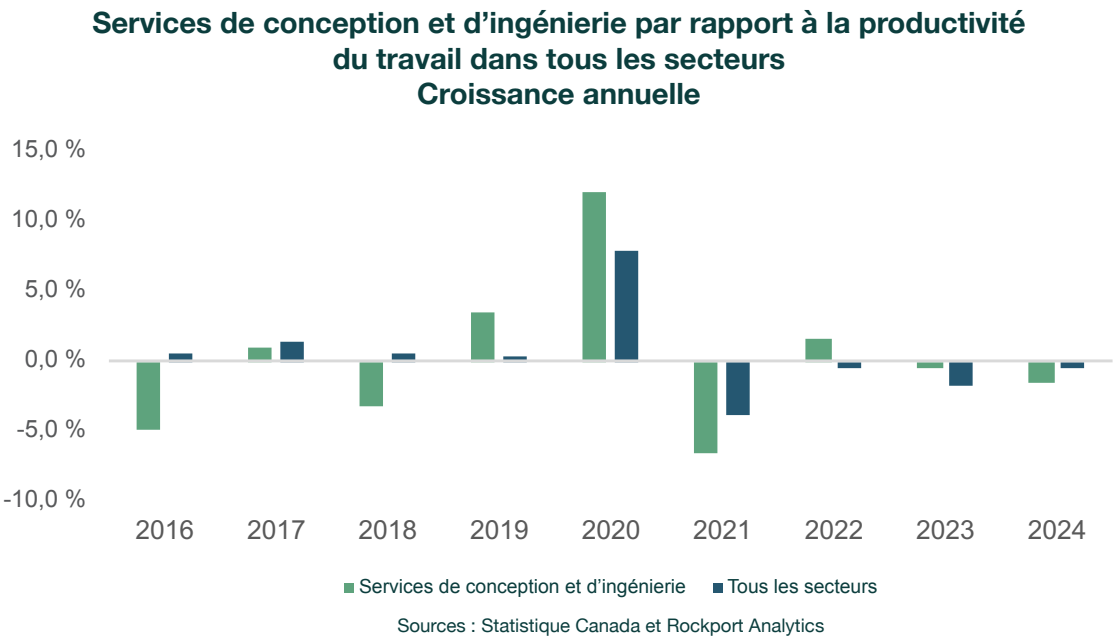
Si les dépenses publiques en infrastructure sont restées élevées en 2023 et 2024, avec une croissance respective de 8,5 % et 7,9 %, la trajectoire qu'elles prendront reste incertaine. La dette nette du gouvernement fédéral a considérablement augmenté pendant la pandémie et sa marge de manœuvre budgétaire s'en est trouvée réduite. Étant donné les risques de récession en 2025, il est peu probable que le gouvernement ait la capacité, tant financière que politique, de continuer à investir davantage dans les infrastructures.

En revanche, les investissements privés dans les infrastructures, qui ont rebondi avec de fortes hausses en 2022 et 2023, ont connu un ralentissement marqué en 2024, n'augmentant que de 1,6 %. Cela vient poser un possible défi structurel : à moins que le secteur privé et les gouvernements provinciaux ne s'engagent davantage, la croissance globale des infrastructures pourrait être à la traîne au cours des prochaines années.

La productivité n’a pas suivi le rythme de la croissance démographique

Le taux de croissance de la productivité a également stagné, ce qui a représenté un autre obstacle à la croissance de l’économie canadienne. La productivité du travail au Canada est constamment inférieure à la moyenne depuis les années 1990. Ainsi, elle accuse un retard important par rapport à la plupart des économies avancées d’Europe du Nord et de l’Ouest, d’Australie et des États-Unis¹. Cet écart de productivité persistant est essentiellement lié à l’insuffisance des investissements en capital, notamment dans le secteur de la construction non résidentielle et dans les machines et le matériel. Le déficit d’investissement dans les bâtiments non résidentiels s’explique peut-être en partie par l’adoption généralisée du télétravail. Par ailleurs, la baisse des investissements dans les machines reflète probablement une baisse de la concurrence sur le marché, comme en témoignent la stagnation des taux de création d’entreprises et les changements minimes enregistrés au sein de la composition sectorielle depuis le milieu des années 2000. À cela s’ajoutent l’incertitude politique et les obstacles réglementaires qui ont ajouté aux frictions de l’économie canadienne.

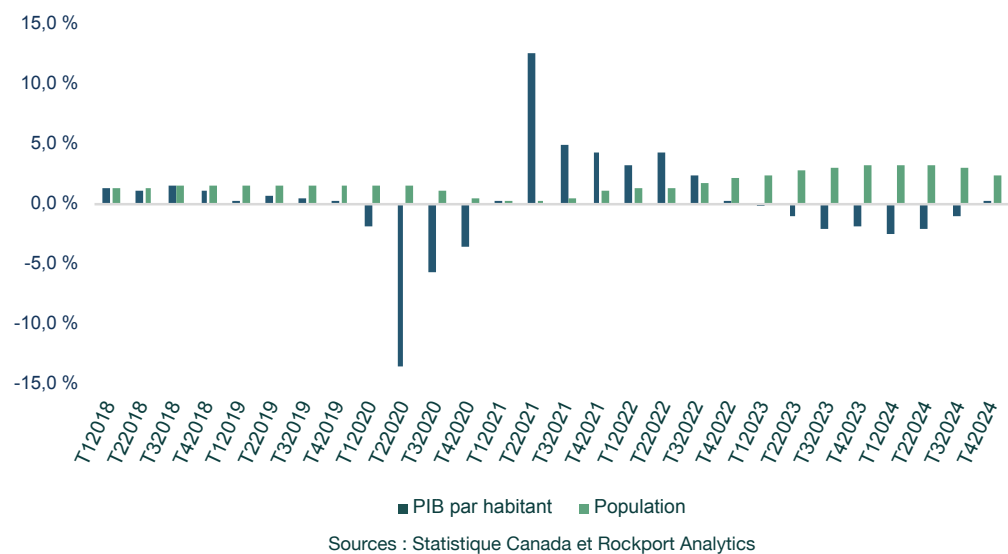
De 2015 à 2019, la productivité du travail dans l’ensemble de l’économie canadienne a augmenté à un taux de croissance annuel composé (TCAC) de seulement 0,7 %, soit la moitié du taux observé aux États-Unis (1,4 %). Pendant la même période, la productivité du travail dans le secteur des services de conception et d’ingénierie a légèrement diminué, reculant de 1 %. Bien que la productivité ait semblé augmenter en 2020, il s’agissait en grande partie d’une anomalie statistique : le nombre d’heures travaillées a diminué plus fortement que la production en raison de la pandémie, ce qui a temporairement gonflé les indicateurs de productivité. Au cours des années qui ont suivi la pandémie, le secteur des services de conception et d’ingénierie a connu une baisse de productivité, avec un TCAC de -0,1 %.



1 Sargent, Tim. 2024. Productivity Growth in Canada: What is Going On? Calgary : École de politique publique, Université de Calgary.

La croissance démographique continue du Canada n'a pas réussi à stimuler les niveaux de productivité. La croissance démographique a dépassé la croissance du PIB par habitant ces dernières années, le PIB par habitant étant en baisse depuis 2022 (à l'exception des années de pandémie, où les chiffres ont été faussés par des dépenses publiques élevées). Cette tendance à la baisse de la productivité peut être largement attribuée à la réticence des investisseurs privés, souvent imputée aux contraintes réglementaires et à la bureaucratie excessive. Certains décideurs politiques ont proposé de supprimer les barrières commerciales interprovinciales afin d'atténuer les effets négatifs de l'incertitude commerciale générale².

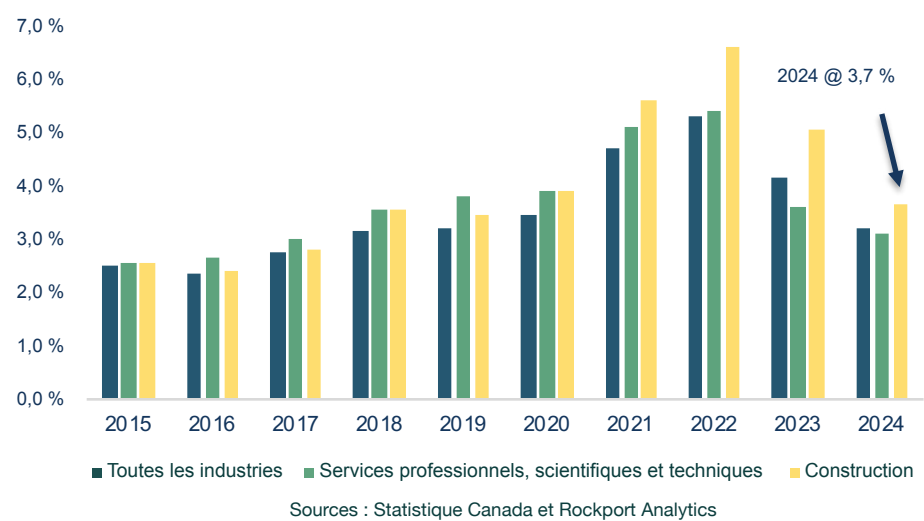
Croissance démographique et PIB par habitant



Cet afflux important de population a considérablement intensifié la demande déjà importante qui s'était accumulée en matière de logement et de développement des infrastructures. Cependant, la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur de la construction a créé un goulot d'étranglement et il n'a pas été possible de répondre adéquatement à ces demandes accrues. Selon les statistiques, les personnes qui viennent d'immigrer au Canada sont moins susceptibles que des personnes nées au Canada d'exercer des métiers comme ceux de la construction. Le déficit de compétences est donc difficile à combler malgré la croissance démographique.

Historiquement, le taux de postes vacants dans le secteur de la construction (postes vacants par rapport à l'emploi total) reflétait la moyenne de l'ensemble des secteurs. Cependant, à partir de 2021, les postes vacants dans le secteur de la construction ont commencé à dépasser la moyenne de l'ensemble des secteurs. Le taux de vacances a atteint un sommet de 6 % en 2022 pour se stabiliser à un taux tout de même élevé de 5,1 % en 2023. Bien que ce taux se soit depuis atténué, il continue de dépasser largement les niveaux d'avant la pandémie.

Taux de vacance d'emploi par industrie



2 Jake Fuss, « Removing Internal Trade Barriers Would Help Mitigate Damage from Trump Tariffs », Institut Fraser

La croissance de l'emploi dans le secteur de la construction commence à ralentir



L'analyse montre que, ces dernières années, il y a eu un ralentissement marqué des tendances de l'emploi dans le secteur de la construction au Canada. La croissance de l'emploi dans le secteur de la construction a toujours suivi de près la moyenne sectorielle, mais les services professionnels, scientifiques et techniques connaissent une croissance supérieure. En 2022, l'emploi dans le secteur de la construction a connu une augmentation modeste de 6,3 %, mais la croissance a ralenti à 3,1 % en 2023, puis à seulement 0,4 % en 2024.

Ce ralentissement marqué de la croissance de la main-d'œuvre dans le secteur de la construction pourrait constituer un frein aux projets de complexes résidentiels et d'infrastructures à l'échelle nationale. À terme, la pénurie de main-d'œuvre qualifiée pourrait limiter les occasions et freiner la dynamique de l'industrie des services de conception et d'ingénierie, à force de retards et d'annulations de projets, ou de réduction de leur portée.

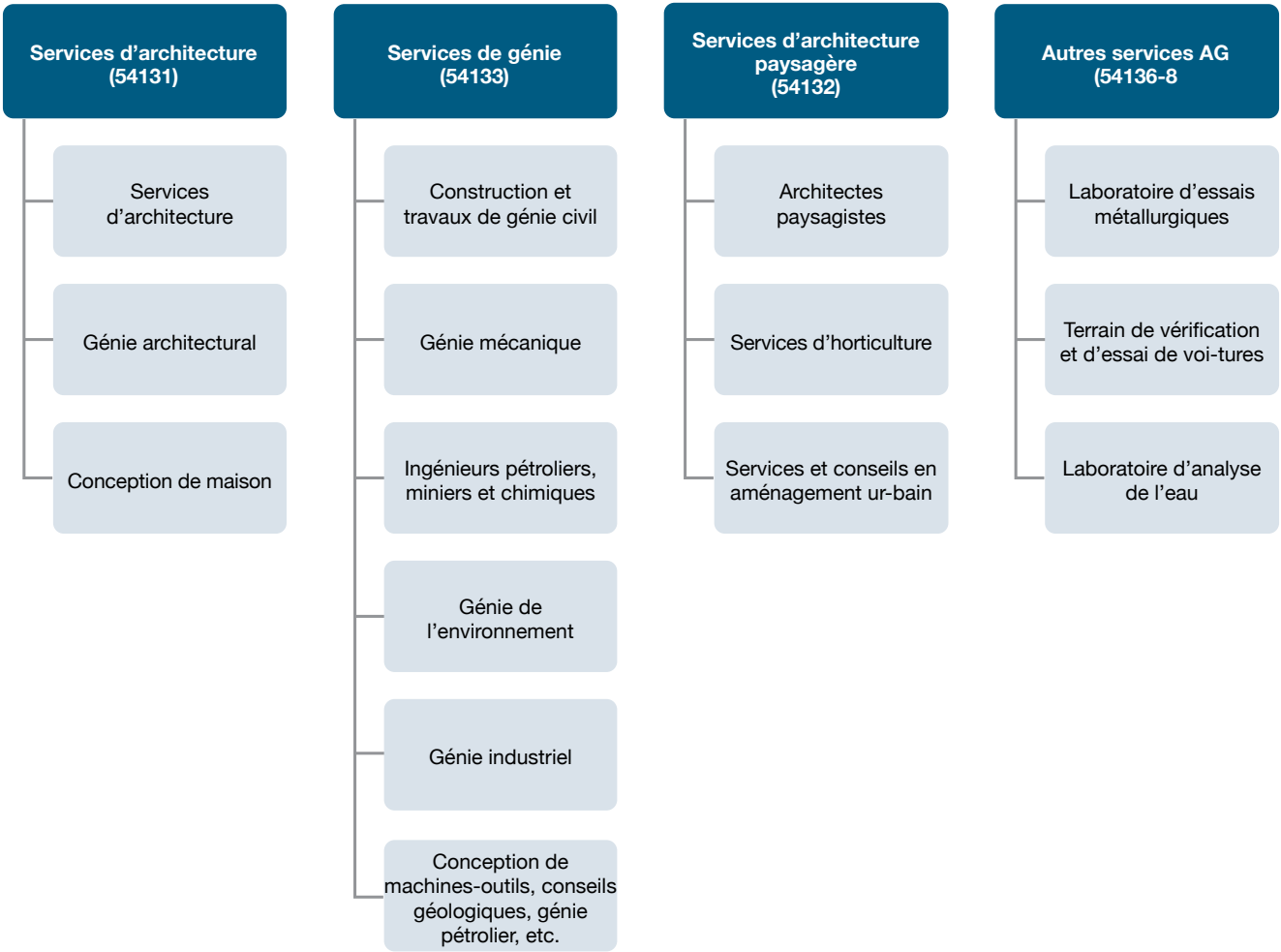
Annexe

Définition de l'industrie des services de conception et d'ingénierie

La définition de l'industrie des services de conception et d'ingénierie repose essentiellement sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), système sur lequel s'appuient les organismes publics et privés qui recueillent et publient de l'information sur les entreprises au Canada. Le SCIAN est une taxonomie hiérarchique des secteurs d'activité qui fournit des normes de classification des entreprises en fonction de leurs activités déclarées. La plupart des sources publiques et privées de données respectent cette taxonomie.

Le code 5413 du SCIAN, Architecture, génie et services connexes, fait partie de la catégorie 54 – Services professionnels, scientifiques et techniques, qui comprend des entreprises et des organismes publics de nombreux sous-secteurs :

- Services d'architecture
- Services d'architecture paysagère
- Services de génie
- Services de dessin technique
- Services d'inspection des bâtiments
- Services de protection et de levé géophysiques
- Services d'arpentage et de cartographie (sauf les levés géophysiques)
- Laboratoires d'essai



La définition des services de conception et d'ingénierie utilisée pour cette étude se fonde sur la catégorie 5413 globale du SCIAN. Cela, pour plusieurs raisons :

- Premièrement, plus de données à fréquence plus élevée et plus de détails régionaux sont disponibles pour les catégories globales du SCIAN (codes à quatre chiffres). Plus on descend dans la taxonomie, moins il y a de données disponibles pour décrire le rendement du secteur et moins ces données sont solides.
- Deuxièmement, en raison de fusions ou de stratégies d'intégration verticale, de plus en plus de membres traditionnels d'AFG-Canada ont des activités qui s'étendent à plusieurs sous-secteurs de la catégorie 5413.
- Troisièmement, compte tenu des facteurs économiques et politiques qui influent sur l'industrie des services de conception et d'ingénierie, il est probable que les tendances mesurées pour la catégorie globale (5413) concernent également la plupart, sinon tous les sous-secteurs de la catégorie.
- Enfin, l'utilisation d'une définition plus large des services « de conception et d'ingénierie » pourrait permettre d'intégrer plus de membres potentiels dans la grande famille de l'AFG-Canada.

Il y a tout de même un point qu'il faut souligner concernant l'analyse et l'interprétation des résultats de la présente étude. Puisque les données utilisées considèrent la catégorie 5413 dans son ensemble, elles ne représentent pas parfaitement la réalité des professionnels agréés qui offrent des services d'ingénierie pour le milieu bâti (infrastructure physique) et des entreprises pour lesquelles ils travaillent. De nombreuses caractéristiques distinguent ces entreprises, notamment les suivantes :

- Le permis d'exercice, décerné par un ordre professionnel, entraîne des obligations morales et juridiques pour le professionnel et son entreprise quant à la santé et à la sécurité des personnes et des immeubles.
- Les gouvernements fédéral et provinciaux ont adopté des lois et des règlements qui prévoient des mécanismes d'approvisionnement distincts pour choisir les fournisseurs de services professionnels agréés et de services connexes. Ces mécanismes sont fondés sur des critères de compétence et d'expérience.
- Les services peuvent être fournis uniquement dans les disciplines (génie civil, génie mécanique, génie électrique, génie des structures, génie de l'environnement, etc.) pour lesquelles les professionnels sont agréés et, dans bon nombre de provinces, la direction de l'entreprise doit être composée – à part entière ou en partie – de professionnels œuvrant activement au sein de la firme. Cette obligation a également pour effet de limiter la taille de ces entreprises.
- Le travail de conception requiert souvent un partenariat entre deux ou plusieurs entreprises qui ont des spécialités différentes.
- Le permis d'exercice professionnel est réglementé par les provinces et les territoires, ce qui restreint le champ d'action géographique d'une entreprise.
- Comme les conditions physiques changent, les installations et les infrastructures du milieu bâti sont des constructions singulières, et leur conception doit être correcte après leur achèvement. Le prototypage et les essais ne sont pas envisageables à cause du coût prohibitif de la construction initiale et des corrections subséquentes. Il n'y a pas de marge pour l'erreur.

Vu que la catégorie 5413 du SCIAN et la sous-catégorie 541330 ne distinguent pas entre la conception du milieu bâti et la conception de produits reproductibles (comme l'équipement, les systèmes, les matériaux, les instruments et les logiciels) et vu que, pour la plupart des enquêtes, les répondants peuvent indiquer le code SCIAN qu'ils souhaitent, beaucoup d'entreprises de fabrication ou de gestion et de sociétés industrielles sont incluses dans les résultats. De plus, ces entreprises et sociétés ont souvent des effectifs plus importants, ce qui peut biaiser les résultats.

Bien que ces entreprises et sociétés peuvent « appliquer des lois physiques et des principes d'ingénierie dans leur travail de conception », leur activité appartient essentiellement à un secteur différent de celui de l'industrie des services de conception et d'ingénierie. L'AFG-Canada représente les intérêts de la gamme étendue d'entreprises qui appartiennent à la catégorie 5413 du SCIAN, mais elle reconnaît que toutes ne sont pas pareilles. Nous avons tâché de contextualiser l'information et d'offrir une analyse pertinente quand nous avons raison de croire que les données globales obscurcissaient la situation de certains sous-secteurs.

Nous tenons à souligner que, même si les données présentées dans ce rapport sont d'une grande utilité, notamment pour saisir la taille de l'industrie des services de conception et d'ingénierie, et son impact, il ne faudrait pas les utiliser pour évaluer ou guider les décisions concernant les pratiques d'approvisionnement ni pour fixer des normes quant à la taille des entreprises dans l'industrie ou dans le segment de l'industrie qui se spécialise dans la conception du milieu bâti. Ce dernier est largement constitué d'entreprises assurant la prestation de services de conception d'infrastructures physiques aux gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux ou à des entités engagées dans des travaux publics. La majorité des membres de l'AFG-Canada appartient à ce segment de l'industrie des services de conception et d'ingénierie.

Méthodologie d'étude prévisionnelle sur l'industrie des services de conception et d'ingénierie au Canada (2025 à 2029)

Les prévisions visant l'industrie des services de conception et d'ingénierie sont établies à partir de l'analyse des corrélations historiques entre les variables clés de cette industrie et son chiffre d'affaires global. Ces corrélations mathématiques nous ont permis d'établir des inférences quant à l'activité future. Nous avons étayé ces inférences par des données quantitatives et, en nous appuyant sur notre connaissance de l'industrie, considéré des facteurs additionnels qui auraient pu être exclus du modèle économétrique.

Les objectifs de la recherche sont les suivants :

- (1) Prévoir l'activité de l'industrie canadienne des services de conception et d'ingénierie au cours des cinq prochaines années;
- (2) Expliquer le contexte entourant les variables clés utilisées pour la prévision;
- (3) Analyser les principales tendances et possibilités ainsi que les principaux risques.

Sources de données

Pour établir le profil de l'industrie des services de conception et d'ingénierie, nous avons mis à profit une collection étendue de données provenant de plusieurs sources publiques et privées, à savoir :

- **Statistique Canada** – données et tendances concernant la population, le revenu, l'emploi et les entreprises;
- **Moody's Analytics** – IPC, valeur de la construction et prévisions pour l'industrie;
- **S&P Global** – étude comparative de l'industrie (Comparative Industry Rev.4), production nominale et profit par industrie;
- **U.S. Bureau of Economic Analysis (BEA)** – International Services – importations, exportations et balance commerciale;
- **Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)** – taux de change des devises;
- Autres sources publiques et privées de données.

À propos de l'ACEC Research Institute

L'ACEC Research Institute a pour mission de produire des connaissances et des stratégies d'affaires afin de guider et d'élever l'industrie de l'ingénierie. Par son leadership intellectuel, il contribue à rehausser la durabilité, la sécurité et la sophistication technique du milieu bâti. L'ACEC Research Institute est un organisme indépendant à but non lucratif constitué en société aux États-Unis (organisme 501c3).

À propos de Rockport Analytics

Rockport Analytics est une firme de recherche et de conseils analytiques qui propose des solutions de recherche quantitative et qualitative de haute qualité aux entreprises, aux gouvernements et aux organismes à but non lucratif du monde entier. Elle dispense ses services avec rapidité et souplesse, dans un environnement de transparence complète. Son savoir-faire inclut les domaines suivants :

- Analyse et prévision d'industries et de marchés;
- Évaluation des retombées économiques et développement économique;
- Modélisation de marchés et aides à la décision;
- Évaluation de la faisabilité de projets;
- Synthèse de recherches primaires et secondaires.